

## Parti de Mezrag : la marche vers le "stan"

La nouvelle a mis en émoi pas mal de confrères, de démocrates du café du commerce et de web-résistants : Madani Mezrag crée son parti.

Le projet, certainement finalisé à l'occasion de la dernière université d'été buissonnière de l'AIS, est ouvert aux anciens dirigeants du FIS dissous et à tous les Algériens qui se reconnaissent dans les objectifs du FIS et de l'AIS. À voir l'audace avec laquelle Mezrag étale les détails de son projet organique et la condescendance avec laquelle il "comprend" ses détracteurs, on ne peut que se convaincre du bien-fondé de son assurance. Il apparaît incontestable qu'au cours des négociations de maquis, le pouvoir se fût engagé auprès des chefs de l'AIS sur le fait qu'ils devaient recouvrir, à terme, le droit à l'activité politique. L'avènement du FIS 2 — ou FIS-AIS 2, si l'on veut — n'était donc qu'une question d'opportunité conjoncturelle.

En 2002, le général Mohamed Lamari mettait en garde ceux qui, par aveuglement ou par dérobade, tentaient de dissocier le terrorisme de son fondement politique, l'islamisme. "L'islamisme a été vaincu militairement", disait-il. "Mais l'intégrisme est là. Toujours là. Regardez la télé, écoutez les prêches, reprenez les textes de l'administration, regardez ce qui s'enseigne dans les écoles, et vous verrez qu'on en est au même point." Treize ans plus tard, le terrorisme est encore plus affaibli, mais l'islamisme s'est significativement renforcé, consolidant sa position dans les institutions et soumettant, plus que jamais, la société à sa norme et l'étouffant de sa terreur. Les mosquées, la télévision, le discours officiel et l'école prêchent l'intégrisme avec une ferveur plus soutenue que jamais.

Au point où en est le processus de régression, la prise de pouvoir par les islamistes ne serait qu'une conformation du régime politique à l'état culturel de la nation. Le régime n'ignore rien de ce phagocytage totalitaire de la société. Il n'ignore rien, non plus, de ce qu'une grande part de la rente a été orientée, à travers le commerce informel, les crédits de complaisance et les privilèges fonciers, vers les "personnalités" de la mouvance islamiste et vers sa base militante.

Aujourd'hui, l'intégrisme a pour lui sa capacité de nuisance, la terreur qui paralyse les Algériens, ses réseaux affairistes et la disponibilité "réconciliatrice" du pouvoir ! Dépourvu de légitimité démocratique, et voyant ses arguments financiers corrompeurs fondre comme neige au soleil, celui-ci pense trouver son salut dans l'alliance, envisagée de longue date, avec les forces de régression. Notre pouvoir n'ayant jamais fondé son règne sur quelque finalité politique, mais sur le seul et permanent souci de toujours se régénérer, il n'y a rien de gênant dans cette option. Pour survivre, il peut sacrifier l'ange et pactiser avec le diable.

Il peut même initier une révision de la Constitution pour permettre aux anciens de l'AIS de créer leur formation politique ; il peut en synchroniser le processus de révision pour faire coïncider sa promulgation avec l'avènement du parti FIS-AIS !

Les "démocrates affectifs" s'en offusquent par articles et par "posts" interposés, mais on ne peut pas gagner les batailles que l'on n'a pas menées ! La démocratie, ce n'est pas un vœu : c'est un choix, un combat et un enjeu.

**M. H.**